

## Politique européenne de voisinage

Conclusions de la Commission Voisinage (Bruxelles - 4 mai 2007)  
adoptées par le Conseil Central de Vienne (1er juin 2007)

La Commission "Relations avec les Pays Voisins de l'UE" - en abrégé Commission "Voisinage" - de la Ligue Européenne de Coopération Économique a consacré sa dernière réunion, sous la présidence de M. Gisbert Schmidburg, à un examen de la "Politique Européenne de Voisinage". Elle a entendu sur ce sujet des exposés de M. Graham Avery, Secrétaire Général de TEPSA (Trans-European Policy Studies Association) et de Mme Sieglinde Gstöhl, Professeur au Collège de l'Europe à Bruges, ainsi que des commentaires de MM. Luc-Dominique Bernard, Professeur émérite de l'Université Catholique de Louvain, et Andrea Moggi, Coordinateur des Politiques à la Direction Générale des Relations Extérieures de la Commission Européenne.

Ces exposés et les débats qu'ils ont stimulés inspirent à la Ligue les observations et réflexions suivantes:

- 1- La politique européenne de voisinage a pour objectif d'entourer l'Union européenne au sud et à l'est d'un "cercle d'amis", en "exportant" vers 16 pays proches (Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Égypte, Israël, Jordanie, Palestine, Liban, Syrie, Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Moldavie, Ukraine et Biélorussie) les valeurs que celle-ci défend: la règle de droit, la bonne gouvernance, le respect des droits de l'homme, les principes de l'économie de marché et du développement durable. Elle constitue un élément important de la politique étrangère de l'Union.
- 2- Dans son principe, la politique de voisinage ne vise pas à préparer les pays auxquels elle s'adresse à une entrée dans l'UE mais bien à leur proposer une alternative à cette entrée. De ce fait, dans son effort pour exporter vers ces pays les valeurs de l'Union européenne en y suscitant les réformes adéquates, le levier important qu'a constitué et que constitue, dans le cadre des politiques d'élargissement, la perspective d'une adhésion future pour les pays candidats lui fait incontestablement défaut. Néanmoins, les instruments qu'elle met en œuvre et qui contiennent à la fois des incitants aux réformes et des instruments délibératifs visant à promouvoir l'internalisation des valeurs européennes ont été largement repris dans l'arsenal utilisé pour préparer les derniers élargissements.
- 3- La politique de voisinage s'adresse à deux groupes de pays fort différents: le premier comprend les 10 pays situés au sud et à l'est de la Méditerranée, qui sont voisins de l'Europe sans en faire partie et, pour presque tous, ne poursuivent pas une adhésion à l'Union européenne; le second comprend les 6 pays qui, situés à l'est de l'Union, considèrent qu'ils sont en Europe et n'ont pas renoncé à l'ambition d'accéder à l'Union européenne. La politique de voisinage est donc surtout perçue par les premiers comme une politique d'aide à leur développement, et par les seconds comme une politique déguisée de préparation à un élargissement futur de l'Union. La question de l'opportunité de réunir sous un même toit ces deux politiques reste en tout cas posée.
- 4- Entre des pays aussi différents tant dans leurs motivations que par leurs caractères structurels (régime politique, histoire au cours des dernières décennies, niveau de développement industriel, degré d'implantation de l'économie de marché, capacité d'attirer des investissements directs étrangers), l'utilisation de la "pression des pairs" (*peer pressure*) comme instrument pour encourager les réformes paraît malaisée; on peut se demander toutefois si l'usage d'un "tableau de performances" (*scoreboard*)

comparable à celui développé par la B.E.R.D. ne faciliterait pas à tout le moins les comparaisons objectives que requiert cet instrument.

- 5- Quels que soient les moyens utilisés pour mesurer les progrès accomplis sous l'égide de la politique de voisinage, il paraît assez clair que, dans les pays du second groupe en tout cas, le succès éventuel de cette politique se traduira par un désir accru d'adhésion à l'Union européenne et que, dans celle-ci, la pression pour un nouvel élargissement et les tensions sous-jacentes augmenteront. Si la politique de voisinage réussit, le risque n'est-il pas, dès lors, que cela ne se fasse au détriment de la cohésion de l'Union européenne? Mais si elle devait échouer, le risque d'avoir aux frontières de l'Union des Etats potentiellement instables ou hostiles ne représenterait-il pas un danger plus grand?
- 6- Ce dilemme ressortit en fait à un problème plus vaste, qui est apparu plus particulièrement ces dernières années à la faveur des débats ayant entouré tant les derniers élargissements que le projet de traité constitutionnel et qu'on peut résumer dans la question: "Quelle Europe voulons-nous pour nous et nos descendants?". Il paraît de plus en plus clair qu'il ne sera plus possible de trouver à cette question une réponse unique susceptible de recueillir l'adhésion de tous les Etats membres, et que par conséquent les progrès dans l'intégration non seulement ne pourront plus se faire à la même vitesse mais devront être différenciés parce que les objectifs le seront.
- 7- Une solution possible, que la Commission Voisinage de la Ligue Européenne se propose d'approfondir, serait que les traités prévoient au moins deux catégories de membres dans une "Europe des cercles concentriques": un noyau central de pays qui aspirent à une union politique plus forte et acceptent d'avoir une monnaie unique et une politique de sécurité commune; et un anneau extérieur de pays qui se satisfont d'une participation au marché unique avec tout ce que cela implique mais ne souhaitent pas aller plus loin. Un anneau intermédiaire comportant la mise en commun de certaines politiques pourrait également être envisagé. Dans un tel cadre, la politique de voisinage pourrait déboucher sur une adhésion future à l'Union européenne de pays situés au-delà de sa frontière orientale sans crainte que cela n'ébranle l'ensemble de la construction européenne.

- - - - -